

## Universités populaires : le programme à la loupe

# Cahier #2 : l'urgence sociale

*Ce cahier est un document de travail à l'attention des insoumis-es souhaitant approfondir leurs connaissances du programme l'Avenir en Commun.*

*Pour utiliser ce cahier de formation au mieux, vous pouvez vous reporter aux conseils du mode d'emploi des séances « Le Programme à la loupe » des universités populaires de la France Insoumise : [https://avenirencommun.fr/univpop\\_programme/](https://avenirencommun.fr/univpop_programme/).*

*Vous pouvez utiliser, selon l'organisation de vos séances dans les groupes d'appui, un ou plusieurs modules du cahier ci-dessous. N'hésitez pas à compléter vos séances avec vos propres ressources. Ne cherchez pas forcément à tout faire d'un coup, piochez dans ce qui semble le plus pertinent.*

### Calendrier prévisionnel :

- ✓ mardi 17 janvier : séance 1 – la 6e République
- ✓ **mardi 31 janvier : séance 2 – l'urgence sociale**
- mardi 14 février : séance 3 – la planification écologique
- mardi 28 février : séance 4 – l'Europe
- mardi 14 mars : séance 5 – géopolitique
- mardi 28 mars : séance 6 – le progrès humain
- mardi 11 avril : séance 7 – les nouvelles frontières

Certaines parties sont à compléter par le ou la formateur·trice quand il ou elle prépare sa séance. Les autres sont à faire avec les participant·e·s lors de la séance. Ces indications constituent des suggestions mais n'hésitez pas à vous approprier ce cahier et à le remplir à votre guise.

## Zoom sur : la protection des travailleur·se·s

**Intervenant : Guillaume Etiévant**

**Vidéos support :**

- Débat autour du film-documentaire, [La Sociale](#), de Gilles Perret
- La loi El Khomri a mis fin à la hiérarchie des normes sociales. Désormais, un accord d'entreprise peut s'imposer aux salarié·e·s même si il est moins favorable que l'accord de branche ou la loi. Cette loi ouvre la porte au dumping social à l'intérieur d'une même branche et à la régression des droits. En baissant la rémunération des heures supplémentaires à 10 % au lieu de 25 %, elle encourage l'augmentation de la durée du travail au détriment de l'emploi. En plus de faciliter les licenciements, elle représente un retrait généralisé du contrôle public (et citoyen) dans l'entreprise. C'est pour toutes ces raisons que son abrogation est une priorité.
- Entre août 2015 et août 2016, les inscriptions sur les listes de Pôle emploi pour cause de licenciements économiques ont progressé de 9 %. L'OCDE elle-même affirme qu'on n'a jamais pu observer de corrélation entre déréglementation et chute du chômage.
- Au cours du deuxième trimestre 2016, 35,35 milliards d'euros ont ainsi été distribués par les grandes entreprises à leurs actionnaires, soit une hausse de 11% en un an.

### 1. Pourquoi et comment mettre en œuvre la sécurité sociale intégrale ?

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur·trice quand il/elle prépare la séance*

- Pourquoi réduire le temps de travail ?
- Comment financer la sécurité sociale professionnelle ?
- Comment faire réellement appliquer les 35h ?

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur·trice quand il/elle prépare la séance*

Ce que je pense être le plus important dans ce qui a été dit par Guillaume Etiévant :

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur-trice quand il/elle prépare la séance*

## 2. Questions pièges

- Qu'est-ce que le protectionnisme solidaire ?

*Cette zone est destinée à être complétée par les participant-e-s lors d'un échange sur le sujet*

## 3. Questions du public

Notez ici les deux questions posées par le public et ce que vous pensez être le plus important des réponses apportées.

Question 1 :

Question 2 :

## 4. Quiz - Retrouvez les réponses au bas du document.

- En moyenne, à poste égal et à compétences identiques, combien en moins touchent les femmes ?
- Combien le CICE a-t-il créé d'emplois ?

## Zoom sur la « Révolution fiscale »

**Intervenant : Liêm Hoang-Ngoc**

**Vidéos support :**

- Liêm Hoang-Ngoc, Les debriefs # 1 - Politique économique, fiscalité, dette...  
<https://www.youtube.com/watch?v=J16HPN3zvVU>
- Osons Causer #3 : L'évasion fiscale nous coûte à chacun 136,24 € par mois  
[https://www.youtube.com/watch?v=DHyUFtX\\_Mqs](https://www.youtube.com/watch?v=DHyUFtX_Mqs)

**La fraude fiscale : quelques données précises**

- L'ampleur de la **fraude fiscale** en Europe est de 1000 milliards d'euros par an. En France, c'est entre 60 et 80 milliards d'euros par an que l'Etat ne gagne pas, soit autant que le déficit public. Pour chacun-e des 36.7 millions de contribuables, cela représente un coût de 136.24 € par mois.
- La **fraude au RSA**, quant à elle, est estimée à 100 millions d'euros soit 0.23€ par contribuable.
- Total a payé 0% d'impôts sur les sociétés à la France en 2016. Apple Europe a payé 0.0005% d'impôt.

### 1. Pourquoi faire la révolution fiscale et créer 14 tranches d'impôts ?

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur-trice quand il/elle prépare la séance*

- Comment fonctionne l'impôt différentiel ?

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur-trice quand il/elle prépare la séance*

## 2. Questions pièges

- Les riches ne risquent-ils pas de partir à l'étranger afin de ne pas payer l'impôt en France ?

*Cette zone est destinée à être complétée par les participant-e-s lors d'un échange sur le sujet*

## 3. Quiz

*Retrouvez les réponses au bas du document.*

- Combien d'impôts paye en moyenne une PME ? (en %)
- A quel pays, qui applique l'impôt universel, la France n'a pas demandé de droit de réciprocité ?
- Combien y a-t-il de personnes touchant plus de 330 000€ par an en France ? (en %)

## Zoom sur la pauvreté et le droit au logement

**Intervenante : Leïla Chaïbi**

Vidéo support :

- [Pas vu à la télé #8 : la pauvreté avec Christophe Robert](#) de la Fondation Abbé Pierre
- [Discours de Jean-Luc Mélenchon au déboulé de Tourcoing](#), janvier 2017.

**La pauvreté en France : quelques données précises**

Alors que la France est le pays qui compte le plus de milliardaires en Europe (2 millions), la pauvreté gagne toujours plus de terrain. Selon l'Insee, est considérée comme pauvre **une personne qui touche moins de 60 % du revenu médian dans un pays**. En France, **9 millions de personnes** vivent sous le seuil de pauvreté, établi à 1000 euros. Cela doit cesser ! Aujourd'hui, 8 personnes possèdent à elles-seules autant que la moitié de la population mondiale.

Outre leur insuffisance, les aides destinées aux personnes en situation de précarité sont de surcroît peu lisibles et compréhensibles. On estime ainsi le taux de non-recours à **35 % pour le RSA socle** (destiné aux personnes n'exerçant aucune activité et n'ayant pas droit au chômage ou à l'ASS), et **68 % de non-recours au RSA activité** (versé aux très petits salaires et remplacé en 2016 par la prime d'activité).

### *1. Quelles sont nos mesures d'urgence pour lutter contre la précarité ?*

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur-trice quand il/elle prépare la séance*

- Comment lutter contre la précarité des jeunes ?

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur-trice quand il/elle prépare la séance*

## 2. Questions pièges

- Quelles sont les différences fondamentales entre les propositions de *l'Avenir en commun* (allocation d'autonomie, garantie dignité, etc.) et celles de « revenu universel » défendues par plusieurs candidats à l'élection présidentielle ?

*Cette zone est destinée à être complétée par les participant-e-s lors d'un échange sur le sujet*

### **Le mal logement en France : Quelques données précises**

Alors que 30 000 enfants n'ont pas de toit sur leur tête, le nombre de personnes sans-domicile-fixe atteint désormais le million dans notre pays.

4 millions de personnes sont « mal logées », c'est-à-dire que leurs logements sont insalubres, et 12 millions de personnes ont des problèmes de logements.

Les classes moyennes ne sont pas épargnées. Souvent, le coût d'entretien de son logement ou de sa copropriété est trop élevé pour des familles fragilisées par la crise. Ainsi, 14,4% des foyers français sont considérés comme étant en situation de précarité énergétique : ils consacrent plus de 10% de leurs revenus à leurs dépenses en énergie dans leur logement.

## 3. Questions préparatoires

- Quelles sont les mesures de *l'Avenir en commun* qui vont avoir un impact direct sur le parc de logements en France (constructions et rénovations) ?

*Ces questions sont destinées à vous guider dans votre présentation, afin de cerner les principaux enjeux.*

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur-trice quand il/elle prépare la séance*

Ce que je pense être le plus important dans ce qui a été dit par Leïla Chaïbi :

*Cette zone est destinée à être complétée par le/la formateur-trice quand il/elle prépare la séance*

#### 4. Questions du public

Question 1 :

Question 2 :

#### 5. Quiz

*Retrouvez les réponses au bas du document.*

- Combien y-a-t-il de logements vides à Paris ?
- Combien y-a-t-il de personnes sans-abris dans cette même ville ?
- Combien de personnes sans-abris ont un emploi à Paris ? (en %)



## Conclusion

Personne n'est d'accord sur tout et c'est normal. Vous pouvez noter ici les passages qui vous déplaisent et en parler avec les autres participant·e·s : ont-ils/elles compris comme vous ? Ont-ils/elles des réponses à vos objections ?

*Cette zone est destinée à être complétée par les participant·e·s lors d'un échange sur le sujet*

## Aller plus loin

Il y a un argument qui vous tient à cœur et que vous voulez partager ? Filmez-vous en train de l'expliquer lors de votre séance de formation collective, et envoyez la vidéo à [universitesinsoumises@jlm2017.fr](mailto:universitesinsoumises@jlm2017.fr) afin qu'elle soit diffusée et rajoutée sur la page des Universités populaires !

## Ressources complémentaires

Toutes les ressources complémentaires sont disponibles sur le site de *l'Avenir en commun* :

### Vidéos :

- [Audition programmatique sur le protectionnisme solidaire](#) - Morvan Burel, Solidaires Douanes, juin 2016
- [Audition programmatique sur la souffrance au travail](#) - Christophe Dejournes et Vincent de Gaulejac, juin 2016
- [Émission "Pas vu à la télé" sur la pauvreté et la précarité](#), avec Christophe Robert, délégué général et porte-parole de la Fondation Abbé Pierre

### Argumentaires insoumis :

- [Abroger la loi El Khomri](#)
- [Séparer les banques d'affaire et de détail et créer un pôle public bancaire](#)
- [Augmenter le smic](#)

Consultez la [page des universités populaires](#) !

## Ce qu'en dit *l'Avenir en commun* :

### L'URGENCE SOCIALE : PROTÉGER ET PARTAGER

16. Mettre fin au pillage économique de la Nation
17. Instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France
18. Engager un plan de relance de l'activité et de l'emploi au service de la transition écologique
19. Mettre au pas la finance
20. Définancieriser l'économie réelle
21. Mobiliser l'argent pour financer les petites et moyennes entreprises et la création d'emplois
22. Protéger et généraliser l'économie sociale et solidaire et l'économie collaborative
23. Empêcher les licenciements boursiers dans l'entreprise pour conserver et développer l'emploi
24. Abroger la loi ElKhomri
25. Éradiquer la précarité, respecter les métiers et les travailleurs
26. Construire un nouveau statut protecteur pour les travailleurs": la Sécurité sociale intégrale
27. Donner aux jeunes les moyens de leur autonomie
28. Réduire le temps de travail, travailler moins pour travailler tous
29. Instaurer un salaire maximum autorisé pour les dirigeants d'entreprise
30. Augmenter les salaires
31. Restaurer le droit à la retraite à 60 ans, augmenter les petites pensions
32. Réprimer les inégalités femmes-hommes dans les entreprises
33. Éradiquer la pauvreté
34. Garantir le droit effectif au logement
35. Refuser le chantage à la dette publique
36. Faire la révolution fiscale
37. Terrasser l'évasion et la fraude fiscales

## Réponses aux Quizz

### Zoom sur l'emploi

- En moyenne, à poste égal et à compétences identiques, combien en moins touchent les femmes ?  
>> 19% en moins.
- Combien le CICE a-t-il créé d'emplois ?  
>> Le dispositif coûte 1 % du PIB de la France chaque année, il a permis de « créer ou sauvegarder » quelques 50 000 emplois.

### Zoom sur la « révolution fiscale »

- Combien d'impôts paye en moyenne une PME ? (en %)  
>> Entre 34 et 36% pour une PME et 8.7% pour une entreprise du CAC40.
- A quel pays, qui applique l'impôt universel, la France n'a pas demandé de droit de réciprocité ?  
>> Aux États-Unis.
- Combien y a-t-il de personnes touchant plus de 330 000€ par an en France ? (en %)  
>> Ceux qui gagnent plus de 360 000 euros annuels, (c'est à dire plus de 30 000 euros mensuels), représentent 0,05 % des contribuables, soit 15 000 ultra-riches.

### Zoom sur la pauvreté et le logement

- Combien y-a-t-il de logements vides à Paris ?  
>> On recense aujourd'hui 136 000 logements vides à Paris, soit 10,3% du parc total.
- Combien y-a-t-il de sans-abris dans cette même ville ?  
>> Plus de 30 000, c'est-à-dire 4 fois moins de personnes que le nombre de logements vides.
- Combien de personnes sans-abris ont un emploi à Paris ? (en %)  
>> 31% des personnes sans-abris à Paris ont un emploi.